

Budget 2009 : 54 032 000 €

Fonctionnement : 44 332 000 €

Investissement : 9 700 000 €

## Contexte national

**Désengagement de l'état** déjà fort au niveau du budget des DRAC,

Le contexte de crise financière et de **rétrécissement des marges de manœuvre des collectivités** affecte la culture : baisse des financements de certaines communes, des départements

**Les risques de la réforme territoriale** : risques pour leur capacité à assurer les compétences dites « facultatives », dont la culture. Or, les collectivités sont incontournables dans les politiques culturelles, elles assurent par exemple **80% du financement public au spectacle vivant**.

## Budget culture

**Total : fonctionnement (dont opérations d'initiative régionales) + investissement**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Total		50M€	53,3M€	56,8M€	54,3M€	55 M€

Hors investissement et opérations d'initiatives régionales, on stagne entre 2004 et 2009 à 43 M€ environ pour le budget ordinaire (qui recoupe entre autre le soutien aux structures, à la création, aux territoires...), alors les besoins des structures de création et des lieux de diffusion augmentent.

On note le parti pris de l'exécutif régional de favoriser la visibilité de l'action menée à travers des grandes actions d'initiatives régionale : autour du Louvre-Lens, des opérations « capitale régionale », du projet d'exposition Bonaparte.

Le groupe communiste a constamment exigé que ces opérations ne se fassent pas au détriment de la culture de proximité, le maillage du territoire, le travail de terrain en direction de tous les publics, l'appui à la création...

**Le groupe communiste a toujours veillé à maintenir le budget culture à niveau par ses amendements, qui représentent 6 M€ sur le mandat :**

- +3,25 millions en 2005
- +650 000€ en 2006 et + 250 000 € pour le développement culturel dans les territoires
- proposition de 1 000 000 € sur le budget 2007 (rejeté)
- +1 000 000 € sur le budget 2008
- +700 000€ sur le budget 2009

## **Louvre Lens :**

S'il est favorable à l'implantation du musée, le groupe exige une participation conséquente de l'Etat pour un musée à dimension nationale, ce qui motive un vote contre. De même il récuse le coût exponentiel du projet : des 110 annoncés, on passe à 117 puis 127M€, 150M€.

Une vive polémique a été suscitée par le choix du projet de l'architecte japonais via la voix prépondérante du président de région. De même, la presse évoque régulièrement les retards successifs dans la mise en route et sur la coopération avec le territoire

## **Débats ouverts par le groupe :**

- *Décentralisation* : transfert en 2004 des services de l'inventaire et du patrimoine
- Le groupe s'est prononcé contre le financement de la société privée de production du film « Joyeux Noël », et contre les 600 000 € sans retour sur investissement attribués à « bienvenue chez les Cht'is »
- *Valenciennes 2007* : tourné presque exclusivement autour de Valenciennes métropole, excluant de fait une moitié de l'arrondissement. Prise de position contre l'opération de prestige « Cadre Noir de saumur »
- *Télévision régionale* : le groupe s'est prononcé contre la participation de la région à la SEM qui vient financer une partie de la chaîne Weo, liée au groupe Voix du Nord

## **Des chantiers à ouvrir ?**

- Besoins importants dans les secteurs de la diffusion audiovisuelle de proximité, l'éducation à l'image, dans le cadre du passage au numérique.
- Les régions et l'État ne se sont-ils pas accordés sur le montant des crédits nécessaires au financement du cycle d'enseignement professionnel initial dans les conservatoires (CEPI)
- La politique du livre est au point mort en Nord Pas-de-Calais, il n'y a toujours pas de lieu dédié pour un centre des arts et des lettres
- Les arts plastiques restent le parent pauvre de l'aide à la création
- Une réflexion d'ampleur doit être engagée sur l'emploi culturel, affecté par le durcissement du régime des intermittents et techniciens du spectacle, les difficultés pour les structures et lieux de diffusion à assurer les financements des postes permanents, et l'absence de politiques de soutien aux créations de postes administratifs.